

Info CGT

Ingrandes : 300 grévistes devant les Fonderies du Poitou

300 salariés des Fonderies du Poitou ont manifesté ce vendredi 21 septembre 2018 devant leur usine. Ils alertent sur la baisse des commandes de Renault et s'inquiètent de leur avenir à terme.

Près de 300 salariés des Fonderies du Poitou alu (culasses) et fonte (carters) étaient **en grève** devant leur usine à **Ingrandes, près de Châtelleraut**. "Un faux prétexte pour baisser les commandes"

Les salariés de Saint-Jean-Industries Poitou (ex-Fonderie du Poitou alu) s'inquiètent de **l'avenir de leur entreprise** et du risque de "*casse sociale*" à terme.

Dans leur ligne de mire, **la baisses des commandes** du constructeur automobile Renault qui leur achète des culasses.

Les syndicats CGT FPF, CGT Saint-Jean-Industries Poitou et la coordination CGT Renault se sont succédé pour des prises de parole.

Selon les syndicats, le site de Saint-Jean-Industries alu est « *menacé et, par conséquent, les 400 emplois directs du site* ».

Pour eux, la problématique du diesel est un "*leurre*", un "*faux-prétexte*" : "**Renault prend pour prétexte la baisse des ventes des véhicules diesel et annonce des baisses de volumes importantes.**"

La veille, le conseil municipal de Châtelleraut [a voté à l'unanimité un vœu](#) réclamant des pouvoirs publics des solutions pour l'avenir de la fonderie alu et de la fonderie fonte

“ Fondeurs, pas chômeurs ”



300 salariés des Fonderies du Poitou étaient en grève hier à Ingrandes. En cause, la baisse des commandes de Renault qui fragiliserait l'avenir du site.

Le spectre de 2011 (deux mois grève et huit mois de combat) referait-il surface à Saint-Jean-Industries qui fabriquent des culasses à Ingrandes-sur-Vienne pour Renault ?

Les salariés des ex-Fonderies du Poitou Alu le redoutent en tout cas fortement. Trois cent d'entre eux (avec des camarades voisins de la Fonderie du Poitou Fonte) se sont mis en grève hier (24 heures) à l'entrée de leur usine. « Le diesel est un prétexte pour masquer la réalité » En cause, la baisse des commandes du constructeur automobile à la marque au losange qui fragilise, selon eux, leur avenir et celui du site. Ils craignent une « casse sociale » et réclament des « investissements ».

Le syndicat CGT, représenté notamment par Alain Delaveau, secrétaire de l'Union locale, résume l'inquiétude ambiante : « Aujourd'hui, de nouveau, notre site est menacé et par conséquent les 400 emplois directs du site. Renault, le donneur d'ordres, prend pour prétexte la baisse des ventes des véhicules diesel pour annoncer des baisses de volumes importantes. »

Fabien Gâche, délégué syndical central (national) CGT Renault, a dressé un tableau de la situation au cours d'un exposé remarqué : « Le groupe Renault annonce des niveaux record de vente. On fabrique en France 19 % des voitures et donc plus de 80 % en Espagne, Turquie et Slovaquie. On découvre que le diesel pollue plus que prévu. Mais tout le monde le savait. Et avec le moteur essence, on aura les mêmes problématiques de (dé) pollution. On se sert de la problématique du diesel comme prétexte de la baisse du volume des commandes et pour masquer la réalité et des choix stratégiques. Le diesel permet en fait de masquer les délocalisations. »

Pour écarter la menace (« 400 emplois directs du site »), poursuit Fabien Gâche, il « faudrait investir 40 ou 50 M€ sur les deux fonderies, ce qui n'est rien par rapport aux 5,2 milliards de bénéfices de Renault en 2017 et ça permettrait de créer les conditions pour pérenniser l'activité des deux sites. »

« On refuse de traverser la rue » Car le site voisin de la Fonderie du Poitou Fonte (FPF), qui fabrique des carters pour Fiat et Renault, est aussi concerné par un avenir incertain. « L'entreprise fait face aussi à une situation très critique depuis le début de l'année avec en moyenne 5 jours d'activité partielle par mois depuis avril, les constructeurs Renault et Fiat ont brusquement pris la décision de modifier leur organisation concernant les productions de moteurs. Sur ce site, 450 emplois directs sont concernés. »

Sur les panneaux des 300 manifestants, on pouvait notamment lire les slogans suivants : « Renault, actionnaires Fonte et Alu, tous responsables », « Renault Macron, nous refusons de traverser la rue », « Frondeurs gaulois » ou encore « Fondeurs pas chômeurs ».

Châtelleraut : le conseil municipal alerte sur les fonderies



Le conseil a voté un vœu en faveur des fonderies, hier soir.

Un vœu unanime, voté hier soir au conseil municipal, réclame des pouvoirs publics des solutions pour l'avenir de la fonderie alu et de la fonderie fonte.

Une grève de 24 heures est annoncée aujourd'hui chez Saint-Jean Industries (Fonderie alu), à Ingrandes, pour manifester l'inquiétude sur l'avenir du site. En cause, selon le syndicat CGT, la politique du donneur d'ordre, Renault, « *qui prend pour prétexte la baisse des ventes des véhicules diesel pour annoncer des baisses de volumes importantes* » (notre édition de lundi).

Si la voisine de la fonderie Alu, la Fonderie du Poitou Fonte ne fait pas grève, elle est elle aussi confrontée à une baisse de production imposée par Renault et Fiat, qui l'a contraint, selon la CGT, à une activité partielle. « Nos inquiétudes sont grandes » En cause, la chute du marché des véhicules diesel, renforcée par la politique environnementale « anti-diesel » en France et en Europe.

Dans ce contexte, le conseil municipal a voté hier soir à l'unanimité un vœu de soutien aux deux fonderies. L'inquiétude est réelle chez les élus de tous bords. Françoise Méry pour le groupe de gauche et Laure Brard pour l'extrême droite l'ont exprimé en début de séance.

« Le bassin d'emploi va être particulièrement touché, assure de son côté le maire Jean-Pierre Abelin. Une étude a montré que 12.000 emplois allaient être impactés en France. Pour les fonderies, ce sont 900 emplois directs et indirects. »

Dans leur vœu, les élus se veulent clairs : *« Nos inquiétudes sont grandes : la fonderie alu (qui ne produit que des moteurs diesel NDLR) a déjà eu recours au chômage technique et ce, alors que la production auto française a retrouvé une forte vitalité. Concernant l'unité fonte, l'hypothèse d'un plan social est vraisemblable et la pérennité même de la structure se pose : le diesel représente 70 % de ses commandes et une partie de sa production (10 %) était destinée à l'Iran. »* L'Iran frappé par le nouvel embargo imposé par les États-Unis.

« On demande aux pouvoirs publics de prendre en compte les difficultés réelles des fonderies et de réfléchir aux moyens de les reconfigurer, souligne le maire. La seule solution technique, c'est de reconvertir les sites. Il y a des idées chez chacun des constructeurs. »

Abelin appelle « à une mobilisation de tous ». *« Si ça allait très mal, ce serait aussi une perte de recettes considérable pour l'agglomération. J'ai écrit au président Rousset, je n'ai même pas eu un accusé de réception. La compétence économique, c'est quand même la région ! »*, pestait-il hier soir. Personne à gauche ne l'a contredit.